



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017

Assemblée générale _ samedi 4 mars 2017

La CLEF a un rôle de tête de réseau

La Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes a été créée en 1991. C'est une coordination nationale qui réunit 65 associations féministes qui interviennent dans tous les domaines de la société, au regard des droits des femmes. Elle porte les valeurs de laïcité, justice sociale, égalité femmes-hommes, solidarité, les combats pour l'indépendance économique des femmes, la parité, la lutte contre les violences faites aux femmes, les droits sexuels et reproductifs et l'éducation à l'égalité...

Elle œuvre pour la reconnaissance et la mise en acte de l'égalité des femmes et des hommes afin de construire ensemble une société responsable et solidaire.

Elle prend en compte, tant au plan de l'expertise que de l'action, tous les thèmes et enjeux qui concernent les femmes.

La CLEF poursuit le développement de ses activités prioritairement dans une perspective européenne et internationale. Elle soutient les actions en faveur des droits des européennes et de l'égalité menées par le LEF. Elle s'inscrit dans un mouvement de solidarité avec les femmes du monde entier en particulier celles des zones de l'Euro Méditerranée et de la Francophonie. La CLEF souhaite, par son engagement quotidien, être solidaire de leurs luttes.

Agenda

Conseil d'administration

Le samedi 23 janvier
Le samedi 27 février
Le samedi 21 mai 2016
Le lundi 20 juin
Le lundi 17 octobre

Bureau

Le mardi 19 janvier
Le lundi 20 juin
Le lundi 19 septembre
Le lundi 17 octobre
Le lundi 14 novembre



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Les nouvelles associations adhérentes en 2015 - 2016

Supplémentd'Elles



Visibilité de la CLEF

14 Communiqués de presse :

- Cologne : le viol est un crime 08/01
- Loi sur le renforcement de la lutte contre le système prostitutionnel : un pas décisif - 05/02
- Droit des femmes et laïcité : bravo à Pascale Boistard et carton rouge à Ségolène Royal - 05/02
- Pour l'accès universel à la contraception et à l'avortement 11/02
- Un ministère des droits des femmes..... au foyer - CLEF/ LDIF / LMS - 12 /02
- La CLEF présente à la CSW 60 des Nations-Unies à New York du 14 au 20 mars 2016 - 14/03
- Lettre ouverte à Mme Rossignol sur la mode islamique - 31/03
- Stop à la remise en question du droit des polonaises à disposer de leur corps Pour un droit à l'avortement pour toutes les européennes - 11 /04
- Affaire Baupin: grâce au courage de huit femmes la loi du silence a été brisée et la parole s'est libérée - LDIF/CLEF - 10/05
- En Pologne et ailleurs, le droit à l'IVG est un droit fondamental - 23 /09
- Extension du délit d'entrave à l'IVG - 28 /09
- Wonder Woman choisie pour incarner une campagne de l'ONU défendant l'émancipation des femmes - CLEF / FLDDF-MAROC / Assemblée des Femmes IdF - 24 /10
- Les propos irresponsables du pape François - 3 /10
- Election de Donald Trump à la Présidence des États Unis d'Amérique : la gifle ! – 9/11

6 Courriers

- Courrier du Collectif Abolition 2012 aux députés pour demander aux député.e.s le soutien à l'adoption définitive de la PPL renforçant la lutte contre le système prostitutionnel et l'accompagnement des personnes prostituées. – 27/01
- Courrier à la Maire de Paris concernant la tenue de l'Euro en France en 2016 et la prostitution -27/05
- Lettre ouverte adressée au président du CIO pour demander l'exclusion de l'Iran et l'Arabie Saoudite des Jeux de Rio – 07/07
- Lettre à la Ministre des Familles, de la petite enfance et des droits des femmes pour lutter contre le sexisme/ sexisme des listes électorales – 07/09
- Courrier au Ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports et au Secrétaire d'Etat chargé des Sports sur la tenue du championnat féminin des Echecs en Iran en 2017 - 30/09
- Courrier à la Ministre de la Santé et à la Ministre des Familles, de la petite enfance et des droits des femmes sur le refus de remboursement du NEXPLANON® par la CPAM du Havre – 20/12

Articles / Tribunes de nos membres

Il faut exclure l'Iran et l'Arabie Saoudite des Jeux olympiques de Rio / Libération – 06/07

Présence sur les réseaux sociaux et sur internet:

- page Facebook
- Mise en place d'une page facebook pour le Tour de France de l'Égalité avec l'agenda des futures étapes et des illustrations des étapes passées
- Site internet : www.clef-femmes.fr

Communication

Afin d'améliorer sa visibilité dans les divers rassemblements et manifestations la CLEF a fait fabriquer des drapeaux, qui ont été très visibles lors des dernières manifestations.



d'Alep _ 10/12

- Rassemblement en soutien avec Jacqueline Sauvage 10/12

Mobilisation

- Rassemblement en solidarité aux victimes agressées à Cologne la nuit de la saint Sylvestre - 18 /01
- Manifestation en soutien aux polonaises contre l'interdiction totale de l'avortement _ 10/04
- Mobilisation de SOS maman contre les féminicides et les infanticides post séparation !
- Manif Noire contre l'interdiction totale de l'IVG en Pologne - 2/10
- Rassemblement avec les femmes sans voile d'Aubervilliers – 10/07
- Rassemblement en solidarité avec les aux victimes

Nos interventions

- Colloque « Restitution du 2ème forum économique de la femme africaine de la diaspora » OFAD – Présentation WESTAR du LEF sur l'entreprenariat féminin (Intervention Françoise Morvan) - 14/01
- Séminaire sur le droit des femmes et les problématiques de grossesse précoce à Manille aux Philippines (intervention Annie Laurence Godefroy) - 20/01
- Audition par la délégation au droit des femmes du Sénat dans le cadre de la préparation du rapport « La laïcité garantit-elle l'égalité femmes-hommes? » (intervention Annie sugier et Françoise Morvan) – 28/01
- Présentation du guide européen de bonnes pratiques « Agir contre les violences faites aux femmes - Guide pour les entreprise » au Ministère de l'économie - intervention Marie Gabrielle Campane) – 04/07
- « La santé sexuelle des femmes au cœur des Droits de l'Homme » – 2^{ème} journée internationale sur l'innovation et la recherche en éducation à la Santé sexuelle et aux droits humains (interventions de Claudine Monteil et Françoise Morvan) – 2/09
- Colloque « Femmes dans l'Entreprise » à Montpellier) (intervention Françoise Morvan) - 07/10 <http://www.clef-femmes.fr/montpellier>



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

- Journée d'études à la Fondation Jean Jaurès sur la laïcité (intervention Françoise Morvan) – 20/10 <http://www.cleffemmes.fr/fondation-jean-jaures>
- COP22 : Lancement d'un Livre Blanc sur « Femmes Santé et Climat » au Ministère de la Famille de l'Enfance et des Droits des Femmes (intervention Françoise Morvan) – 08/11

- Colloque « La réalité des violences contre les femmes dans la région MENA » (intervention Françoise Morvan) à Casablanca/ Maroc - 25&26/11



Nos évènements

- Conférence-débat « Le féminisme face aux extrémismes : des clés historiques et actuelles pour comprendre » à la Mairie du XIIIème animée par Julie Muret, CLEF – 06/04
- Colloque « Egalité femmes / hommes : quel engagement associatif ? Du dire au faire » organisé par le Mouvement associatif et le CNLCAFF dont la CLEF assurait la présidence depuis mai 2015. La Ministre Laurence Rossignol a clôturé notre évènement

Les activités de la CLEF

Les moments forts des commissions et leur travail

Pôle Liberté



Commission Lutte contre les extrémismes religieux

Animation : Bernice Dubois

La commission s'est réunie régulièrement une fois par mois en 2016;

Elle a tenu à réagir à l'actualité souvent difficile de 2016 en publiant deux communiqués de presse.

Elle s'est associée aux évènements suivis par la CLEF. Ainsi, plusieurs de ses membres étaient présentes à la manifestation contre les attaques sexuelles de centaines de femmes à Cologne, dans la nuit de la saint sylvestre le 31 décembre, elles ont soutenues l'association, "Femmes sans voile d'Aubervilliers", Place de la République, le 10 juillet, à l'occasion de la manifestation organisée pour marquer la journée Sans voile.

La situation d'Asia Bibi a fait l'objet, de la part de la commission, de rappels et courriers pour demander sa libération, compte tenu de l'aggravation de son état de santé.

Au nom de la commission, la CLEF par sa présidente, s'est exprimée lors du side-event organisé par l'Internationale socialiste des femmes en parallèle de la 60° CSW, pour dénoncer les violences faites aux femmes liées aux stéréotypes de genre, mais aussi les violences d'Etat liées à la pénalisation de l'avortement et aux entraves aux droits sexuels et reproductifs. Lors du séminaire de la Fondation Jean Jaurès le 20 octobre 2016 sur le thème "droits des femmes et laïcité", à nouveau, la présidente, après un bref historique de la commission et de ses combats, a réaffirmé le principe émancipateur

de la laïcité et la suprématie de l'universalité des droits des femmes sur le relativisme culturel, les traditions et les religions.

Commission Droits sexuels et reproductifs

Animation: Annie Laurence Godefroy

En 2016 la commission s'est réunie 9 fois

Premier centre d'intérêt : Les grossesses précoces

Après une invitation de l'ambassade de France en janvier 2016 demandant à une représentante de la CLEF de venir en tant que main-speaker parler des grossesses précoces dans le monde devant un auditoire comprenant des ONG, des membres des Nations Unies (UNPFA), des enseignants, des médecins et de nombreux étudiants notre première réunion fut sur ce sujet et le power-point créé pour cet événement.

15 millions de filles âgées de 15 ans à 19 ans et 2 millions ayant moins de 14 ans chaque année donnent naissance à un enfant (soit 10% des naissances) dans les pays à faibles revenus (95% des cas)



La première cause de ces grossesses précoces est le mariage précoce et forcé puis vient la pauvreté, l'absence d'éducation générale et sexuelle, les violences sexuelles auxquelles s'ajoutent d'autres causes comme la mésestime de soi, les addictions... dans les pays riches

La prévention de ces grossesses précoces devant passer par la réduction des mariages avant 18 ans, des grossesses avant 20 ans, la scolarité des filles le plus longtemps possible (primaire et secondaire), une éducation sexuelle et l'accès aux moyens contraceptifs facilités pour tous les adolescents,

un accès à l'IVG légal et au moins sécurisé.

Ceci devant s'accompagner de mesures luttant contre les stéréotypes, les discriminations, les violences liées au genre et les normes culturelles qui empêchent l'égalité entre les femmes et les hommes et favorisent et engendrent les violences de genre.

Deuxième centre d'intérêt : La grossesse pour autrui

Avec l'intervention du CERF (Cercle d'études des réformes féministes) pour assurer aux enfants tous leurs droits et dissuader du recours à la GPA

En assurant aux enfants tous leurs droits :

- 1°) en confiant au juge le soin de statuer au cas par cas sur la situation des enfants nés de GPA (Doivent-ils être confiés à d'autres parents que ceux qui ont utilisés la GPA et achetés l'enfant)
- 2°) en permettant l'inscription par jugement de ces enfants à l'état civil français

En dissuadant du recours à la GPA :

- 1°) En réprimant sévèrement le « tourisme procréatif à l'étranger
- 2°) En privant de tous droits parentaux les personnes qui recourraient à l'avenir à la GPA
- 3°) En faisant une vaste campagne d'information sur la réforme avant sa mise en vigueur



Troisième centre d'intérêt : L'éducation à la sexualité en France

A la demande du LEF qui voulait faire un état des lieux de l'éducation à la sexualité en Europe avec une vision féministe nous avons répondu à une enquête sur l'éducation à la sexualité en France pour adopter des programmes et des stratégies d'éducation à la sexualité des jeunes en utilisant des moyens conventionnels et non conventionnels reflétant notre vision féministe.

Cette enquête devant nous permettre de définir notre vision, nos attentes, nos demandes et être une aide pour identifier à tous les niveaux (européen, national, régional, local.) les stratégies et les actions à entreprendre pour cette campagne générale du LEF sur l'éducation à la sexualité.

Grandement aidées dans cette enquête par Odile Fillod sociologue, qui du fait de ses connaissances nous a permis de terminer cet état des lieux dans les temps.

Cette enquête a été traduite en français par Bernice Dubois et sera mise à votre disposition.

Elle doit servir de support à une formation 2017 : » Lutter contre la violence et pour l'égalité par l'éducation sexuelle en milieu scolaire »

Cette étude nous a permis de constater des manques flagrants qui existaient dans l'éducation à la sexualité dans le milieu scolaire malgré les lois :

Programmes inadaptés et pouvant être discriminants, stéréotypés, moralisateurs parfois, voire soumis aux préjugés et sexistes

Enseignements laissés à la bonne volonté d'enseignants ou personnels non formés et non évalués qui sont soumis à des pressions extérieures comme les groupes religieux ou conservateurs

Nous demandons de condamner les discriminations fondées sur le sexe dans les lieux d'éducation et les médias

D'adopter des stratégies pour mettre fin à toutes les formes de violence contre les femmes et filles par des actions concrètes avec systèmes efficaces de protection pour les enfants (viols, incestes, traite des femmes, violences envers les personnes vulnérables : handicapées, migrantes)

Nous demandons une éducation à la sexualité qui soit positive pour tous filles et garçons incluant le plaisir et le bien-être, l'estime de soi, et donnant une information sur les droits des femmes, l'égalité des sexes, les droits sexuels et le droit à l'orientation sexuelle.

Aucune justification religieuse ou culturelle ne doit être tolérée lorsqu'elle justifie ou tente de justifier l'inégalité entre les filles et les garçons et les violences faites aux filles (MSF, mariages précoces et forcés, crimes dits d'honneur)

Autres centre d'intérêts et sources d'inquiétude :

- L'inquiétude vis à vis des attaques croissantes contre l'IVG en Europe et dans le monde et la présence croissante des pro-life sur les réseaux internet donnant des fausses informations ayant conduit à un amendement et une extension du délit d'entrave à l'IVG
- L'inquiétude vis à vis d'une pétition circulant sur internet pour l'autorisation des travailleurs sexuels ou assistance sexuelle pour les handicapés (95% des demandes venant des hommes)
- Le signalement qui n'est pas encore rendu obligatoire malgré la ratification par la France en 2014 de la convention d'Istanbul.
- Les attaques et les pétitions pour la fin de l'accouchement sous X
- Une caisse primaire qui voulait ne plus rembourser l'implant pour les mineures et les femmes de plus de 40 ans alors que la HAS avait donné son accord en disant que l'implant pouvait être délivré gratuitement aux mineures venant avec une ordonnance (lettre faite aux ministres de la santé et du droit des femmes)

Commission violences

Animation: Marie Gabrielle Campana

La Commission

La Commission s'est réunie plusieurs fois sur le thème de l'abolition du système prostitutionnel, notamment



- le 17 mars 2016, avec l'intervention de Geneviève Duche, Présidente de l'Amicale du Nid, qui nous a fait part de son parcours et présenté son livre « Non au système prostitutionnel »
- le 18 novembre 2016 où un compte rendu a été fait de la réunion de l'Observatoire du LEF des violences faites aux femmes qui s'est tenue le 11 novembre 2015 à Vilnius

Les thèmes étudiés depuis quelque temps ont continués à être évoqués et discutés

- les termes exacts devant être utilisés dans les conventions internationales comme les violences « *contre les femmes* » et non à l'égard
- remplacement des droits de l'homme par les « droits humains »

Des nouveaux sujets d'études sont apparus

- le projet de loi pour renforcer le dispositif de signalement des maltraitances suivi par Françoise Morvan
- la lutte contre le harcèlement sexiste et les violences sexuelles dans l'espace public
- l'introduction de la notion de féminicide en droit pénal français
- la modification de la durée de la prescription pour les crimes et délits sexuels
- la modification de la définition de l'inceste

Les représentations

1. Auprès du Défenseur Des Droits

Le 8 mai et 23 novembre 2016 participation au Comité égalité femmes hommes et discussion sur les dernières décisions judiciaires, sur la notion de harcèlement après les modifications législatives, sur la nouvelle procédure de divorce.

Le Défenseur des Droits a exposé son point de vue et écouté les associations qui peuvent le saisir de dossiers particuliers.

2. Au sein du Collectif Abolition 2012

Participation à diverses réunions dont la dernière du 13 juin 2016 après le vote de la loi anti prostitution. On y a débattu de la nécessité de rester vigilant et de surveiller la mise en œuvre des décrets d'application.



3. Auprès de l'Observatoire européen des violences faites aux femmes du LEF

L'observatoire s'est réuni à Bruxelles avec sa trentaine d'expertes (une par état membre) désignées par les associations et dont la candidature a été approuvée par le LEF.

Le rôle de l'Observatoire est de **fournir des informations aux autorités et aux associations afin d'examiner :**

- d'une manière générale le chiffre des violences faites aux femmes, la ventilation par crimes ou délits, les poursuites diligentées
- d'une manière plus précise quels sont les meilleurs textes pour les femmes et en conséquence les bonnes pratiques dont chaque État pourrait s'inspirer.

○ **La présentation du nouveau cadre juridique**

Il s'agit d'un appel aux voix des femmes « pour un changement européen ».

Le contexte actuel est délicat mais les féministes doivent faire l'agenda.

Les politiques d'austérité imposent des limites aux actions féministes et il faut malgré ces obstacles pratiquer une véritable gouvernance féministe qui reconstruit la solidarité, lui redonne des bases.

La solidarité n'est pas la charité mais la compréhension de l'autre.

○ **Les principaux objectifs stratégiques pour 2020 sont en conséquence les suivants.**

En 2020:

- Tous les États membres auront ratifié la Convention d'Istanbul et toutes les formes de violence seront réduites grâce au mécanisme de suivi et l'action efficace du Grevio.
- l'UE aura adopté une directive sur la prostitution et les nouveaux États auront adopté le **modèle nordique sur la prostitution**
- l'UE aura adopté des stratégies pour la mise en œuvre des programmes d'éducation sexuelle

Le LEF considère que la violation des droits sexuels des femmes constitue une forme de violence contre les femmes et examinera la législation sur l'avortement, l'éducation sexuelle, le nombre de places d'hébergement, étant précisé qu'il est impossible d'avoir une action de l'UE sur l'avortement.

○ **Nouvelle orientation sur le thème des réfugiées / femmes migrantes**

Le Lobby avait déjà décidé d'aider les migrantes victimes de violences.

À présent devant la gravité de la situation il met en lumière les violences subies et propose deux thèmes d'action urgents :

- ☆ le renforcement du mouvement des femmes en Europe solidaires des femmes réfugiées
- ☆ les voix des femmes relatives à la violence contre les femmes et les filles réfugiées

Comment travailler et agir ensemble, comment assurer la défense des droits des femmes réfugiées, comment les aider à s'intégrer dans leur nouveau pays ?

Il va falloir créer des alliances fortes entre les associations pour défendre le mieux possible les droits humains des femmes.

○ **Le point sur la Convention d'Istanbul**

Il y a un manque de volonté politique, un conservatisme (la peur de la théorie du genre) et le prétexte de la crise financière qui constituent des éléments ralentissant le processus de ratification par les États

Mais les choses n'ont pratiquement pas changé même après ratification car les gouvernements estiment avoir déjà correctement adapté leur législation à la Convention (FRANCE, DANEMARK). D'une manière générale la ratification rencontre des obstacles sur la notion de violence psychologique et ses preuves, de l'extraterritorialité, de l'indemnisation des victimes, des obligations envers les femmes migrantes, de la notion de consentement pour la définition du viol. Toutefois la Convention d'Istanbul va être ratifiée par l'Union européenne

○ **Les autres thèmes d'action de l'Observatoire**

☆ **Maintien de la lutte contre le système prostitutionnel :**

- Importance de lier la pornographie, le trafic sexuel, la violence sexuelle (faire un baromètre sur la pornographie ?)
- Surveiller le langage (« travail du sexe » !) **et le contester**
- L'éducation sexuelle est un moyen de changer les mentalités et de travailler avec de nouveaux partenaires.

☆ **L'éducation à l'égalité femmes - hommes**

Elle doit être développée partout dès la maternelle.

☆ **L'Aide aux femmes migrantes**

Il faut travailler avec d'autres associations, faire des plaidoyers auprès des États pour qu'ils suivent les recommandations et les dispositions de la Convention d'Istanbul qui sont obligatoires.

Pour les femmes migrantes 4 principes fondamentaux doivent être respectés :

**NON AU REFOULEMENT,
STATUT DE RESIDENTE
SUSPENSION DES EXPULSIONS
PERMIS DE RESIDENTE AUTONOME**

Pôle Egalité

Commission parité

Animation: Armelle Danet

1^{er} trimestre

- Le livret citoyenneté a été corrigé et cette deuxième version a été diffusée électroniquement.
- Premiers constats sur la régression des femmes dans les recompositions d'EPCI de début 2016, en particulier le Grand Paris

4^{ème} trimestre: les thèmes de travail ont été les suivants :

- les politiques publiques d'égalité dans les collectivités territoriales, avec interpellation du HCE/fh sur les contraintes pour faire appliquer la loi qui est entrée en vigueur en 2016 (article 61 de la loi du 4 août 2014)
- préparation de la rencontre **ExCHANGE** entre associations de femmes américaines et européennes qui a eu lieu à Bruxelles du 30 novembre au 2 décembre pour échanger sur les freins et les solutions à l'élection de plus de femmes en politique.





Commission Femmes et Sport

Animation : Annie Sugier

Les activités de la Commission Femmes et Sport de la CLEF visent principalement à promouvoir les principes universels inscrits dans les règlements sportifs et notamment dans la Charte Olympique. Ces principes incluent la non-discrimination de sexe et la neutralité politique et religieuse, une forme particulièrement exigeante de laïcité.

L'année 2016 a été marquée par :

- **L'audition le 28 janvier par la délégation au droit des femmes du Sénat** de la présidente de la CLEF et de la présidente de la CFS dans le cadre de la préparation du rapport « La laïcité garantit-elle l'égalité femmes-hommes ? », dont un chapitre est consacré au sport. On notera que la délégation a retenu dans ses conclusions un point relatif au sport mettant l'accent sur « le respect du principe de neutralité dans le sport ».
- **La campagne d'information de la CFS à l'occasion des JO de Rio**, sur la base de la brochure intitulée « Appliquez la Charte Olympique ! » qui énumère 7 impératifs. Cette brochure bilingue (anglais et français) a été adressée aux instances sportives françaises et internationales. Elle a fait également l'objet d'une traduction en portugais.
- **La participation à des conférences, la rédaction de tribunes dans les journaux et le suivi de l'actualité** dans le domaine du sport. On citera en particulier la tribune parue dans Libération, le 7 juillet 2016, intitulée « **Il faut exclure l'Iran et l'Arabie Saoudite des Jeux olympiques de Rio** » signée par Françoise Morvan, Annie Sugier et Linda Weil Curiel. On citera également la participation à un atelier débat intitulé « **Sport : conjuguer l'Europe au féminin** », au Conseil de l'Europe, le 22 novembre 2016, dans le cadre de la Chaire Jean Monnet en sociologie du sport de William Gasparini.
- **L'intervention en fin d'année 2016 auprès du Ministère des Sports français et de la Fédération Française des échecs**, pour appuyer l'initiative de la championne d'échecs américaine qui a lancé une pétition afin de protester contre le choix de la Fédération Internationale des échecs d'organiser le championnat du monde féminin en Iran.
- **Les travaux préparatoires à la campagne qui sera menée en 2017 dans la perspective de l'examen par le CIO de la candidature de Paris aux JO 2024.-**

Pôle Solidarité

Commission Pauvreté et Exclusion sociale

Animation: Gwendoline Lefebvre

La commission s'est réunie une seule fois cette année, au 4^{ème} trimestre. Au cours de cet échanges avec les différentes associations présentes, il a été décidé de faire des recherches sur la pauvreté et la précarité des femmes en France et en Europe (chiffres, études, rapports) et de réfléchir sur le revenu européen universel.



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Commission Europe et Internationale

Animation : Françoise Morvan

Au niveau International

Rapport alternatif CEDEF -/Audition Comité CEDAW

Pour évaluer l'application de la Convention, les Etats parties doivent soumettre tous les 4 ans au Comité des experts un rapport gouvernemental faisant état des progrès et des difficultés rencontrés en matière de droits des femmes et de lutte contre les inégalités. Les ONG, dont la CLEF présente un rapport alternatif. Après avoir finalisé et rendu son rapport alternatif au Comité CEDEF, la CLEF a préparé son intervention. Le Comité CEDEF a auditionné la délégation française et les ONG en juillet 2016.

Les recommandations du Comité CEDEF ont été traduites par la CLEF.



La 60^{ème} CSW



Depuis de nombreuses années, la CLEF participe activement aux sessions de la CSW qui ont lieu à New York au Palais des Nations Unies. La CLEF était présente la première semaine.

La CLEF a rédigé et envoyé en novembre 2015 une déclaration écrite en vue de la CSW de mars 2016, pour revendiquer que chaque femme dans le monde puisse avoir accès à des services de santé maternelle y compris l'accès libre à la contraception et à l'avortement. La loi

civile et notamment les droits fondamentaux ne doit pas émaner des prescriptions religieuses.

La Commission de la condition de la femme s'est déroulée du 14 au 24 mars 2016. Son thème prioritaire a concerné "*l'autonomisation des femmes et lien avec le développement durable*". Elle a évalué par ailleurs les progrès accomplis dans la mise en œuvre des conclusions de la 57^e session à propos de "*l'élimination et la prévention de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles*"

La CLEF a souhaité dans le cadre de la représentation permanente de la Francophonie à partir de la tenue d'un événement parallèle lancer un appel universel réunissant ses partenaires institutionnels et associatifs. En présence de Danielle Bousquet et Nicole Ameline, la table ronde où se sont exprimées nos partenaires (Fondation Jean Jaurès, Lobby européen des femmes, Excision parlons-en, Femmes Solidaires, et l'Alliance Internationale des Femmes) s'est conclue par le lancement de notre appel "**Pour la reconnaissance des droits sexuels et reproductifs comme des droits universels et inaliénables et le respect de l'intégrité physique des femmes**". <http://www.clef-femmes.fr/appel>



Julie Muret et Françoise Morvan ont participé à la 60^e CSW pour la CLEF et ont participé aux séances plénières.

Les temps forts de leur présence:

- Organisation d'un **évènement parallèle le 14 mars 2016** à la Représentation permanente de l'Organisation Internationale de la Francophonie auprès des Nations Unies. Participation side event ministériel : *femmes et développement durable*
- Participation évènement de l'OIF : *violences faites aux femmes en Francophonie*
- Participation à l'atelier du Forum des femmes marocaines JOSSOUR : "*Autonomisation des femmes*"
- Intervention au side event de l'International socialiste : Agenda 2030 : "*Paix, sécurité et fin des violences à l'égard des femmes*" <http://www.clef-femmes.fr/60-csw>
- Rencontre avec des femmes démocrates engagées dans la campagne électorale d'Hilary Clinton
- Rencontre avec le Réseau francophone pour l'égalité femme-homme
- Participation atelier du Réseau des femmes parlementaires francophones : "*les financements des objectifs de développement durable*"
- Participation atelier Regards de femmes : "*Déclaration des naissances préalable indispensable à l'autonomie des femmes*"
- Participation atelier du Forum des Femmes Africaines et Servitas Cameroun : "*Autonomisation des femmes en lien avec le développement durable*"
- Participation atelier Mouvement du Nid
- Participation à la présentation du projet "*Egyptian Women : pionniers for the future*" à la Mission française par Nicole Ameline
- Rencontre groupe des organisations féminines pour l'égalité homme-femme (Côte d'Ivoire)
- Participation aux réunions de concertation avec la Ministre et les membres de la Délégation française (suivi des négociations par rapport au draft des conclusions finales) <http://www.clef-femmes.fr/conclusions-finales-60csw>

Tour de France de l'Égalité <http://www.clef-femmes.fr/tour-de-france>

En 2016, le Tour de France de l'égalité s'est arrêté dans 3 villes de France après avoir été lancé à l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes le 8 mars 2016 à l'Hôtel de Ville de Paris. A cette occasion étaient présentes Hélène bidard la Maire adjointe à l'égalité femmes – hommes et la marraine de notre action Nicole Ameline, past -présidente du Comité CEDEF.

La première étape a eu lieu à Clermont Ferrand le 7 juillet autour du thème de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Après une matinée de conférence, la journée s'est poursuivie par différents ateliers de travail autour de la thématique principale.



La deuxième étape a été organisée le 10 octobre, à Bordeaux dans le cadre de la Quinzaine de l'égalité qui a lieu chaque année. Cette étape s'est déroulée sous forme d'une conférence au sein de l'Université de droits avec la présence de notre marraine Nicole Ameline et du maire adjoint à l'égalité de Bordeaux Marik Fetouh. Cette demi-journée d'échanges et de réflexions a été l'occasion de mettre en évidence les outils disponibles pour lutter contre les discriminations, à tous les niveaux du local à l'international.



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**



La troisième étape de l'année s'est déroulée à Brest à l'Université de Bretagne Occidentale, le 4 novembre. Nous avons pu profiter de la présence de Danièle Bousquet, présidente du Haut Conseil à l'Égalité femmes - hommes tout au long de la journée et des interventions d'universitaires et de représentantes de collectivités locales. Cette journée a été l'occasion de présenter les recommandations faites par le comité CEDEF à la France lors de son audition du 8 juillet 2016

Toutes ses étapes qui ont eu lieu en 2016 ont toutes été différentes parce que chaque ville a ses spécificités et ses méthodes, mais toutes très

réussies, avec à chaque fois un très bon accueil du public. Dans un souci d'informations et de pédagogie, nous avons édité un livret reprenant le texte de la CEDEF et son protocole facultatif préfacé par Nicole Ameline. La labellisation « sexisme pas notre genre » accordé par le Ministère des Familles, de la Petite Enfance et des droits des femmes, dans le cadre de sa campagne nous a apporté une reconnaissance supplémentaire et une plus grande visibilité.

A ce jour, l'étape toulousaine a déjà eu lieu le 3 février 2017 et nous travaillons aux prochaines étapes qui devraient avoir lieu à Strasbourg, Saint Denis, Lyon, Marseille, Cergy Pontoise qui ont accepté que nous passions dans leur ville.



Au niveau Européen

Femmes, Villes et Territoires, tour d'Europe des bonnes pratiques

Ce projet est initié pour promouvoir l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes en Europe et sur le pourtour méditerranéen, en leur garantissant leurs droits.

Un travail de rapprochement entre le Lobby européen des femmes et la Fondation des femmes de l'Euro méditerranée s'est avéré nécessaire pour évaluer les engagements internationaux et les politiques nationales favorisant la place des femmes dans la région méditerranéenne. Pour ce faire, les coordinations nationales du Lobby européen des femmes ont fait voter une motion d'urgence en AG du LEF en juin 2016, leur permettant de se regrouper pour évaluer la Déclaration de Paris, adoptée en 2013 à Paris par les 43 pays de l'Union pour la Méditerranée et pour mener un travail de recherches et d'expertises sur la place des femmes dans l'espace public. Ces actions doivent être concertées avec celles mise en œuvre par la Fondation des femmes de l'Euro méditerranée pour plus d'efficacité et d'impact en terme de changement sociétal vers l'égalité entre les femmes et les hommes.

Les travaux de terrain de l'association "genre et ville" ont fait émerger une demande de plus en plus forte de la part des femmes vers une certaine reconquête de l'espace public et les villes sont en demande d'exemples ou d'idées vues ailleurs.



Lors d'une première étape du tour d'Europe "Femmes, villes et territoires" à Lisbonne les 29 et 30 septembre, un manifeste a été élaboré par les organisatrices et leurs partenaires (<http://www.clef-femmes.fr/manifeste>).

Ce manifeste doit être proposé à la signature de chaque coordination nationale du LEF de l'Europe du Sud et aux associations ou coordinations de la Fondation des femmes de l'Euro méditerranée qui s'engagent à respecter les objectifs de travail fixés dans le cadre des conventions et résolutions des Nations Unies et des priorités de l'UpM pour l'autonomisation des femmes.



OBJECTIFS

Le tour d'Europe "Femmes, Villes et Territoires" doit permettre l'égalité d'accès et d'occupation de l'espace public entre hommes et femmes.

En effet, les villes et les espaces publics sont historiquement, culturellement, faits par des hommes pour des hommes. L'analyse de l'aménagement urbain sous l'angle du genre est un sujet encore trop peu exploré. Il a pourtant une incidence majeure sur la vie des femmes au quotidien.

Le projet euro-méditerranéen a pour ambition d'une part, de sensibiliser les institutions et la société civile sur cette question primordiale du genre et de l'espace public, qui impacte fortement le mieux vivre ensemble dans une société de plus en plus clivée et d'autre part, de recenser les bonnes pratiques repérées dans les pays du Sud de l'Europe. Il s'agit aussi de perpétuer le travail du LEF dont la vocation est de faire avancer les institutions européennes sur ces sujets tant sur un plan législatif que stratégique.

Au terme de ce programme quadriennal (2015/2018), un recueil de bonnes pratiques sera publié sur l'égalité d'accès et d'occupation de l'espace public.

Commission Femmes migrantes



La commission a redémarré au dernier trimestre 2016, elle ne s'est réunie qu'une seule fois

Mimounan Hdajam de l'association Africa 93 a présenté le contexte, les raisons et les objectifs de la proposition de loi n°3682 pour tendre à l'autonomie des femmes étrangères. Cette proposition de loi est soutenue par Africa 93 et Femmes solidaires.

Gwendoline Lefebvre a présenté le rapport et les préconisations du LEF dans le cadre du projet Women's voices sur les femmes et les filles réfugiées ou demandeuses d'asile.



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

Le cycle de formations de la CLEF

Les formations de la CLEF sont des temps de réflexion, d'échanges et de mutualisation des bonnes pratiques. Pour le cycle 2016, nous avons organisé 6 formations sur différentes thématiques en lien

- Formation " Laïcité: un outil indispensable à la liberté des femmes pour toute société éclairée " avec les droits des femmes - 13/01/16
- Formation «Emploi et maternité - conciliation entre vie professionnelle et vie privée , la nouvelle feuille de route européenne " – 16/01/16
- Formation «La protection des droits humains des migrantes et des demandeuses d'asile dans l'Union européenne" – 30/01/16
- Formation "Histoire du féminisme» - 30/01/16
- Formation /Sensibilisation au mariage - 13/02/16
- Formation " Égalité femmes/hommes : quel engagement associatif ? Du dire au faire » - 25/03



Les actions de la CLEF en partenariat



- **Campagne #SexismePasNotreGenre** <http://www.sexisme-pas-notre-genre.gouv.fr/>

La CLEF a participé au lancement de la campagne du Ministère à la Maison des Femmes de Paris le 8 septembre 2016.

La CLEF participe au Comité de suivi.

Notre initiative du Tour de France de l'égalité a été labellisé #SexismePasNotreGenre

- **Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes – HCE f/h**

Notre présidente, Françoise Morvan, siège au HCEFH en qualité de personnalité qualifiée nommée par le Premier Ministre.

Elle participe aux travaux de la Commission Enjeux internationaux.

- **Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme – CNCDH**

Brigitte Martel-Baussant et Françoise Morvan ont été nommées par arrêté du Premier ministre en tant que titulaire et suppléante à la CNCDH

Au cours de l'année 2016 la CLEF a été rapporteure de l'avis sur les violences faites aux femmes et les féminicides. Cet avis a été voté à l'unanimité. Les représentantes de la CLEF ont également travaillé à l'élaboration d'autres avis en majorité dans le pôle A « Pôle A "Société, éthique et éducation aux droits de l'homme" ».

La CNCDH fonctionne en pôles

Composition :

Pôle A "Société, éthique et éducation aux droits de l'homme".

Pôle B "Racismes, discriminations et intolérance"

Pôle C "Etat de droit et libertés"

Pôle D "Questions internationales"

Pôle E "Droit international humanitaire, développement, environnement."

Les activités de la CLEF au sein de la CNCDH s'articulent particulièrement autour des travaux du pôle A « Société, éthique et éducation aux droits humains » et du pôle E Droit international humanitaire, développement, environnement ».

Les groupes de travail sont nombreux et les réunions sont longues et rapprochées dans le temps

➤ **Le Collectif Droits Humains** <http://droitshumains.unblog.fr/>

La CLEF s'est engagée dans le collectif droits humains créé en 2015 afin de faire adopter par les institutions de la République française l'expression "droits humains" à la place de "droits de l'homme". Tant que cette expression "droits de l'homme" sera l'expression officielle, cela entretiendra une confusion entre la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (qui ne concernait que les humains de sexe masculin) et la Déclaration universelle du 10 décembre 1948.

Le collectif a organisé, le 10 décembre 2016 à Paris, un concours d'éloquence sur le thème " Pourquoi dire droits humains plutôt que droits de l'homme.



➤ **FACE Projet DAPHNE III** <http://carve-daphne.eu/>



En 2014 , la CLEF a été contactée par la Fondation Agir Contre l'exclusion (FACE) pour participer avec 8 partenaires de 5 pays européens (France, Espagne, Grèce, Belgique et Bulgarie) à un projet dont l'objectif principal est la promotion , la sensibilisation , la prévention des violences liées au genre commises contre les femmes par le biais de la rédaction d'un guide a destination des entreprises .

L'année 2016 a clôturé le projet CARVE (CARVE – Companies Against gender Violence), réalisé avec le soutien financier du programme DAPHNE de l'Union Européenne. La CLEF a participé en France le 4 juillet 2016, à la présentation du guide européen de bonnes pratiques "Agir contre les violences faites aux femmes - Guide pour les entreprises" .

Notre secrétaire générale, également responsable de la Commission violences est intervenue sur la prévention par les entreprises des violences conjugales, les difficultés et les succès des actions des entreprises.

➤ **Plateforme Genre et Développement / MAEDI**

La Plateforme genre et développement est une instance créée par le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international en 2006, pour assurer la concertation entre pouvoirs publics et acteurs-trices de la société civile sur les enjeux genre et développement. En 2015 et 2016, les axes de travail de la Plateforme se sont orientés vers la mise en œuvre d'un programme de travail transversal, l'organisation de travaux thématiques en deux groupes de travail : genre et climat, genre et jeunesse et la communication et la diffusion d'estimations. La CLEF a choisi le groupe de travail jeunesse.

L'animation de la Plateforme est assurée par un consortium d'ONG (Adéquations, Aster-International, Enda-Europe, Équilibres & Populations, Genre en Action, CARE France. La coordination et le pilotage administratifs sont assurés par adéquations.

Les activités européennes de la CLEF en lien avec le LEF

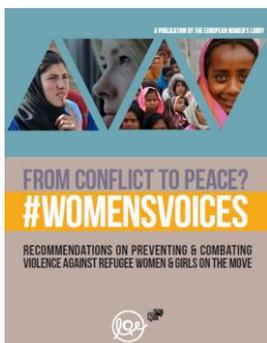
Réunions et représentations

- 4 juin : Assemblée générale du LEF à Bruxelles (G Lefebvre)
- 5 juin : réunion du CA du LEF à Bruxelles (G Lefebvre)
- 22 et 23 octobre : réunion du CA du LEF à Bruxelles (G Lefebvre)
- 28 octobre : formation à l'égalité femmes-hommes du CA du European Blind Union à Paris (G Lefebvre et M Collins)
- 13 au 15 novembre : réunion de l'Observatoire des violences à Bruxelles (MG Campana)
- 30 novembre au 2 décembre : rencontre entre Européennes et Américaines sur les femmes en politique à Bruxelles (A Danet)

Assemblée générale du LEF du 4 juin

Rapport d'activités juin 2015 – mai 2016 ; points principaux :

- Après le lancement du rapport sur Pékin+20 un événement par mois à Bruxelles à destination des parlementaires et des ONG ; thèmes : environnement, femmes dans les conflits armés, femmes et pauvreté, violences faites aux femmes, stratégie de l'UE sur l'égalité femmes-hommes, prostitution



- Janvier-juin 2016 : projet Women's voices ; développé avec Women's Refugee Commission et European Network of Migrant Women ; faire connaître la situation des femmes et des filles qui fuient les conflits et traversent l'Europe notamment sur les violences et les politiques par rapport au droit d'asile



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

- Campagne sur les écarts de pensions de retraite : montrer le fossé existant entre ce que touchent les femmes et les hommes ainsi que la non prise en compte du travail informel
- Campagne autour des femmes entrepreneures dans l'économie sociale et solidaire en Europe
- Renforcement des alliances et du travail en collectif avec d'autres réseaux
- Augmentation de la présence sur les réseaux sociaux et nouveau site internet
- Nouvelle organisation de l'équipe qui travaille au Secrétariat du LEF (10 personnes)

Rapport financier

2015 : ressources 1 079 797 euros ; dépenses 1 077 085 euros ; résultat 2 712 euros

Objectifs de ressources : 1 240 139 euros pour 2016, 1 266 622 euros pour 2017

76% des ressources de 2016 devraient provenir de la Commission européenne contre 79% en 2015

La moitié des dépenses sont des frais de personnel

Objectif pour 2020 : avoir un budget de 2 millions d'euros avec une diversification des ressources (fondations, contributions individuelles, interventions du LEF en tant qu'expertes pour des formations ou conférences,...)

Vote de 2 motions d'urgence:

- Une motion portée par la CLEF sur la création d'un groupe de travail des membres du LEF présents dans les pays de l'Union de la Méditerranée ; motion soutenue par les coordinations portugaise, italienne, croate et chypriote et par l'International Alliance of Women
- Une motion portée par le Lobby suédois des Femmes sur la promotion de la protection des femmes dans les politiques de l'UE et de l'ONU à propos des réfugié-es ; motion soutenue par la CLEF, les coordinations néerlandaise, allemande, hongroise, macédonienne, serbe, danoise, autrichienne et irlandaise

Conseil d'Administration du LEF du 5 juin

Election de la Présidente et des membres de l'Exécutif ; la nouvelle Présidente du LEF est Edith Schratzberger-Vecsei de l'association Medical Women International

Election des représentantes du Member comitee et du Emergency motion comitee

Présentation de l'Observatoire des violences, de son fonctionnement et des conditions du renouvellement de ses membres

Présentation de la situation financière et de la stratégie financière pour 2020

Conseil d'Administration du LEF des 22 et 23 octobre

Présentation de l'écosystème du LEF et des compétences du l'UE ; comment influencer la prise de décision ?

Travail et réflexions de groupe sur la stratégie et les objectifs du LEF ; comment mobiliser les associations membres autour de cela ?

Présentation de la situation financière à fin septembre : augmentation des ressources liée à l'augmentation de l'activité du LEF, hausse des ressources hors Commission européenne

Vote pour l'entrée de 2 nouvelles coordinations nationales dans le LEF : Espagne et Pologne

Présentation de l'Agora young feminists organisée à la rentrée : 50 jeunes féministes de 18 à 30 ans issues de 22 pays ont participé

Point sur l'avancement du programme de travail du LEF dans le cadre de la stratégie 2016-2020:

- 2016 = planification des campagnes ; 2017 = mise en place des campagnes
- 2017 : 20 ans de l'Observatoire des violences



Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes

Association Loi 1901
ONG en statut consultatif avec l'ECOSOC des Nations Unies

**ÉGALITÉ DES DROITS ET DES CHANCES POUR TOUTES LES FEMMES
EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE**

- Poursuite des réflexions sur le projet d'économie féministe pour l'Europe (Purple pact)
- Préparation des élections de 2019 avec l'objectif de 50% de femmes parmi les parlementaires et les membres de la Commission
- Poursuite des efforts pour l'indépendance financière
- Présentation du nouvel outil de travail et d'échange du LEF via internet

Groupes de travail et projets du LEF dans lesquels la CLEF est présente

- Projet BREAK : projet pour lutter contre les stéréotypes dans l'éducation et l'emploi lancé par le gouvernement italien et proposé aux gouvernements français, portugais et roumain
- Projet DEAR : projet pour changer les mentalités, augmenter l'action collective du public et des décideurs politiques de l'UE, améliorer les politiques par rapport aux violences de genre, accélérer les progrès sur l'objectif 5 des Objectifs pour le Développement de l'ONU ; 10 pays d'Europe dont la France sont concernés
- Questionnaire de la Rapporteuse spéciale de l'ONU sur les violences faites aux femmes (septembre)
- Groupe de travail Womens and politics
- Groupe de travail santé et sexualité
- Groupe de travail sur les positions des partis d'extrême droite sur les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes
- Groupe de travail des coordinations de l'Europe du Sud (voir **Femmes, Villes et Territoires, tour d'Europe des bonnes pratiques**)

1620



Stratégie du LEF 2016-2020

3 objectifs internes :

- Obtenir un financement plus important, qualitativement et quantitativement, et plus durable des organisations de femmes
- Réaliser un travail commun efficace à tous les niveaux : local,

national, européen et international

- Faire entendre notre voix et élever le débat

5 objectifs externes pour changer la société :

- Mettre fin à toutes les formes de violences faites aux femmes et aux filles
- Changer la culture actuelle sexiste et stéréotypée ; promouvoir des rôles positifs pour les femmes et les hommes
- Proposer un modèle économique féministe et durable basé sur l'égalité, le bien être, la bienveillance et la justice sociale
- Positionner les femmes au cœur de la participation et de la prise de décision politique, sociale et économique
- Assurer des mécanismes institutionnels forts et durable sur l'égalité femmes-hommes en Europe



Le conseil administration du 21 mai 2016

Membres du Bureau

Françoise MORVAN *Assemblée des femmes Paris-Ile de France*, **Présidente**

Marie Gabrielle CAMPANA DOUBLET *Soroptimist Interntaional – union française*, **Secrétaire générale**

Annie -Laurence GODEFROY, *Fédération GAMS*, **Secrétaire générale adjointe**

Laure Caille *Libres MarianneS*, **Trésorière**

Gwendoline LEFEBVRE, *Femmes solidaires*, **Déléguée au LEF**

Claudine MONTEIL, *Femmes -Monde*, **Déléguée Suppléante au LEF**

Autres membres du Conseil d'Administration :

Monique HALPERN, *Association pour le Développement des Initiatives Economiques par les Femmes - ADIEF*

Isabelle TRIMAILLE, *Association Française des Femmes Diplômées des Universités- AFFDU*

Marie-Noëlle BAS, *Chiennes de garde*

Armelle DANET, *Elles aussi*

Moïra SAUVAGE, *Excision parlons-en !*

Gisèle BOURQUIN, *Femmes au-delà des mers*

Martine LEVY, *Forum Femmes Méditerranée- FFM*

Marlène MAESTRE, *Mouvement Jeunes Femmes - MJF*

Michèle DUBOUCHET, *PARITÉ*

Huguette KLEIN, *Réussir l'égalité femmes - hommes*

Lalia DUCOS, *Initiative de Femmes pour la Citoyenneté et les Droits universels IFCDU - WICUR*

Equipe salariée :

Audrey ROBERT, chargée de mission